

Déclaration CGT Passage de l'hiver

Madame la Présidente, cher(e)s collègues,

Une fois n'est pas coutume, les prévisions élaborées par nos experts DEGEST-IED sont plutôt rassurantes et, sauf à avoir un hiver exceptionnellement rigoureux ou aléas technique, ce qui ne devrait à priori pas arriver, nous ne devrions pas rencontrer de problème majeur dans l'équilibre Production-Consommation d'électricité, même en période de pointe.

Cependant, même si les centrales nucléaires sont en passe de retrouver leurs capacités de production d'avant crise de CSC, si l'on a développé à la fois les interconnexions avec nos voisins et les ENR de façon accélérée ces dernières années, l'aisance dont nous pourrions jouir cet hiver est finalement aussi le reflet d'une baisse notable de la consommation à la fois des ménages et des industriels. C'est donc davantage la précarité énergétique grandissante de nos concitoyens et la désindustrialisation indubitable du pays, qui nous permet d'aborder l'hiver avec une certaine sérénité, plutôt que nos propres capacités à répondre à notre mission de service public de production d'électricité et d'équilibre du réseau.

En effet, l'expertise nous permet de comprendre que notre résilience actuelle doit l'essentiel de son salut aux surcapacités thermiques de nos voisins (Allemagne et Grande Bretagne). Au regard des enjeux de décarbonation de l'ensemble des pays, rien ne permet d'affirmer que la situation soit stabilisée à moyen terme et, au contraire, dans un contexte d'électrification des usages, le défi à relever dans nos capacités de production est en réalité bien plus important qu'il n'y paraît.

Dans ce contexte, la décision récente d'abandon du projet Ecocombust apparaît comme une hérésie, d'autant que l'expertise explique qu'il va falloir repenser la place du thermique à flamme dans notre future mix-énergétique. Notre PDG devra donc à l'avenir prendre en considération les recommandations des experts, s'il souhaite que notre entreprise parvienne à relever les défis du futur et ne pas céder aux sirènes de son COMEX, dont on peine de plus en plus à percevoir l'intérêt qu'il porte à l'entreprise !

Il y a urgence à sortir du dogmatisme, car les enjeux ne sont pas qu'économiques et il ne suffit pas de raisonner en industriel. En effet, au-delà de la pérennité d'EDF, les décisions prises par le COMEX vont déterminer l'avenir énergétique global du pays, donc ses capacités industrielles, la survie de son économie et par conséquent, le niveau de confort et la qualité de vie de l'ensemble de sa population. Il est donc indispensable de garder la tête froide, plutôt que de saborder Ecocombust sur l'hôtel de considérations financières discutables et de court terme. Les décisions qui sont prises par l'entreprise ne peuvent être guidées par des règlements de comptes sur fond de jeu de pouvoir de quelques-uns.

La situation énergétique du pays et la réponse à notre mission de service public doit désormais être notre seule boussole et, pour ce faire, il nous semble indispensable de maintenir et même développer les capacités de production thermiques pilotables pour les pointes et les situations de crise (recommandation RTE 2050). Relancer la filière hydraulique en construisant de nouvelles STEP, seul dispositif bas carbone capable d'absorber efficacement l'intermittence des ENR. Et renforcer les moyens pour garantir la durée d'exploitation du parc nucléaire existant tout en permettant de construire de nouvelles tranches. Pour cela, la seule solution viable et pérenne portée par la FNME-CGT est de sortir du marché et établir un prix juste de l'électricité à 17 centimes le KW, auquel 1 centime supplémentaire dégagerait 5 milliards d'euros par an pour la rénovation thermique des bâtiments et 1 de plus qui sur 10 ans financerait le nouveau nucléaire à hauteur de 50 milliards.

Une nouvelle notion apparaît à la lecture du rapport, celle du passage de l'été, en lien avec des surproductions photovoltaïques imposant au parc de production pilotable de s'effacer. Cette nouveauté entraîne des impacts conséquents sur la maintenance du parc nucléaire, thermique et hydraulique, que nous ne manquerons pas de démontrer à travers l'expertise votée récemment. Ceux qui au moment n'avaient pas perçu la pertinence de cette démarche, devrait désormais y voir plus clair.

FIN DE DÉCLARATION

